

# TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

**A  
L  
G  
E  
R  
I  
E  
N  
N  
E**

■ **TOUTES LES LIBERTES  
DEMOCRATIQUES**

■ **LA CONSTITUANTE  
SOUVERAINE**

## \_ SOMMAIRE \_

- EDITORIAL .....p 1
- LE COMBAT DE TRIBUNE .....p 7
- LA LUTTE DES ETUDIANTS d'ALGER p 11
- LA GREVE des travailleurs de la SONACOME p12
- LA LUTTE pour libérer DALILA....p 13
- LE COMBAT des étudiants de Vincennes ...p17
- IRAN .....p22

Décembre 78 - N° 18

**4f**

**CORRESP<sup>CE</sup> SELIO**

87, rue du Faubourg St. Denis 75010 Paris

EDITORIAL :

EN AVANT POUR LA CONSTITUANTE  
SOUVERAINE !

Depuis un mois, Boumediene agonise à l'hôpital Mustapha et chaque algérien de s'interroger . Pourquoi la dissimulation de son voyage à Moscou depuis Octobre ? Pourquoi les mensonges éhontés étayés par Brejnev, sur les objectifs de ce voyage ? Pourquoi la prolongation artificielle de la vie du président ?

Pourquoi le Conseil de la révolution (C.R) qui n'a aucune légitimité dans la constitution de 1976 s'est-il approprié le pouvoir, pour .... défendre les acquis, donc cette constitution qu'il viole ?

Pourquoi chercher à écouter, à tout prix, les masses de la scène politique ?

Pourquoi les empêcher de s'informer, de se réunir, de discuter, de décider de leurs problèmes, c'est-à-dire de la situation politique et de l'avenir de leur pays ?

Chaque algérien se pose toutes ces questions . Mais chaque algérien cherche aussi des solutions à des problèmes qui le concernent directement .

Comment se regrouper ? Comment s'organiser ? Comment combattre pour que les aspirations des masses puissent s'exprimer ? pour que la volonté des masses puisse se réaliser ?

I - C'EST LA QUESTION DU REGIME QUI EST POSEE .

La panique des dirigeants actuels s'explique par le grand vide institutionnel et politique laissé par la disparition de Boumediene

En effet depuis l'élimination des anciens chefs de wilayas et des ministres du CR collégial issu du putsch, le pouvoir, l'Etat , c'était Boumediene, patron de l'A.N.P.

A partir de 1970-71 , chacune des grèves va prendre, de ce fait , un caractère plus ou moins marqué . Et à chaque phase de la lutte où la classe ouvrière renforce constamment ses positions, correspond une période de concentration des pouvoirs entre les mains de Boumediene .

Ainsi en fut-il après la grève générale de la SNS de Kouba d'octobre 1974 , ainsi en fut-il après les grèves de Mai-Juin 1977 où l'effondrement des structures corporatistes de la GSE , l'impuissance des dirigeants de l'UGTA du FLN et du wali d'Alger l'avaient contraint à concentrer tous les pouvoirs des intermédiaires défaillants et à monter en première ligne pour affronter les masses . Sa capitulation à Fougeroux avait provoqué un affaissement des structures administratives, économiques et politiques, que Boumediene entendait redresser en transformant le FLN, non pas en parti politique mais en parti présidentiel .

C'est au cours de ces manœuvres visant à étayer l'Etat bourgeois en pleine décomposition que disparaît celui qui , bénéficiant de l'aide matérielle et politique de l'impérialisme et de Brejnev, était devenu l'arbitre entre les différentes cliques au sein du C.R., entre les colonels et les bourgeois au sein du Conseil des ministres, entre les différentes cliques au sein du FLN et des bureaucrates dirigeant les "organisations de masse" , entre les différentes fractions de la bourgeoisie vivant du pillage de l'Etat .

La disparition de Boumediene, maître de l'Etat et de l'armée de la police et de l'intérieur comme du FLN, source essentielle de la législation et seul interprète d'une constitution faite pour lui , bref, la disparition de Boumediene , clé de voûte de tout le système institutionnel mis en place depuis juin 1965, laisse tout

L'appareil d'Etat suspendu dans le vide et provoque une crise grave du régime .

C'est cette peur du vide, c'est cette peur des masses, qu'explique l'affolement des dirigeants actuels d'Alger .

## II/ LA CRISE AU SEIN DE L'APPAREIL D'ETAT VA S'AMPLIFIER

Le recours aux institutions légales dont ils parlent ( intérim de Bitat, président de l'APN , puis désignation d'un candidat à la Présidence par le prochain congrès du FLN ) ne constitue qu'une manoeuvre visant à camoufler le fait que la seule force capable de garantir la continuité du régime ne peut être ni l'APN ou le FLN , dont les membres ont été choisis et dont la fonction est d'appliquer les décisions de la présidence, mais le CR issu du putsch du 19 Juin 65

En se proclamant maître de l'Etat, le CR ne fait que confirmer cette brutale réalité . Ce faisant il ruine totalement , l'entreprise de Boumedienne visant à passer de la légalité révolutionnaire (l'état de fait) à la légalité institutionnelle ( la dictature maintenu avec les apparences d'une régime parlementaire "révolutionnaire" ) .

Et par là même, c'est toute la légitimité de l'APN comme de toute la législation adoptée (statut du travailleur , budget 1979...) qui est ruinée .

De même la volonté affichée par le CR de poursuivre l'entreprise de Boumedienne de constituer un parti présidentiel perd tout son sens lorsque la clé de voûte du système de disparaît . Même si un tel parti avait existé , il n'aurait pas permis à Boumedienne de se procurer la force politique qu'il n'avait pas pu trouver dans la classe ouvrière, les fellahs, la jeunesse .

Créer aujourd'hui un tel parti, ce n'est pas renforcer et homogénéiser le CR mais dresser un ring où vont s'affronter les différentes cliques du CR qui s'appuient sur des fractions rivales au sein de l'ANP et du FLN .

Ainsi bien loin de résoudre les contradictions du pouvoir concentré la division des tâches au sein du CR constitue un facteur de crise permanent . Tout le processus qui a abouti à faire de Boumedienne le maître absolu de l'appareil d'Etat, ne peut conduire à l'instauration d'un Boumedienne collectif . Boumedienne était lui-même l'arbitre au sein du CR où la solution des problèmes menait parfois à l'assassinat de l'un d'entre eux ( Medeghri ) . La volonté proclamée du CR de tenir les masses en dehors de la vie politique ne peut que conduire ses membres à trancher les problèmes à la manière des gangsters, par les règlements de comptes jusqu'à l'émergence d'un seul chef qui ne sera pas l'héritier de Boumedienne, continuateur du régime bonapartiste précédent, mais le chef victorieux de l'une des fractions , qui existaient sous la férule de Boumedienne, dans le CR .

En restant le champ clos des luttes de cliques ou en permettant à l'un d'entre eux de diriger, la crise prolongée au sein du CR ou sa dislocation ne peut que saper les fondements du régime en pleine décomposition, avant que ne disparaisse Boumedienne .

Mais c'est l'intervention inévitable des masses qui va accélérer la crise du CR et par là-même , du régime .

..//..

En effet, les masses ne peuvent accepter que ce régime né du coup d'Etat, puisse continuer à mener une politique qui parce qu'elle vend l'Algérie à l'impérialisme, l'amène à promouvoir une politique dirigée contre les intérêts essentiels de la classe ouvrière, des fellahs et de la jeunesse .

Elles ne peuvent accepter que la réalisation des tâches démocratiques soient différées, que les libertés n'existent pas .

Elles ne peuvent accepter que le budget de 1979 , dicté par le FMI à l'Algérie soit appliqué , tout comme le statut du travailleur

Ainsi la vie politique, qui était en partie obscurcie par l'existence et la fonction d'arbitre de Boumedienne présenté par les médias d'Alger, confortées par la presse du PCF et du PAGES , comme le champion de l'anti-impérialisme, de la défense des intérêts de la paysannerie pauvre et l'ennemi de la bureaucratie, de la corruption et du gaspillage ...., tend à se simplifier .

Les deux forces qui sont aujourd'hui en présence sont nettement définies : il y a ceux qui veulent perpétuer le régime bourgeois de Boumedienne et il y a ceux qui se tournent vers les masses et qui cherchent à aider la classe ouvrière , les fellahs et la jeunesse à s'organiser pour prendre en mains leurs problèmes et pour décider de leur destin .

### III/ CEUX QUI VEULENT CONTINUER LE REGIME DE BOUMEDIENNE

Depuis Octobre les dirigeants actuels ont tout mis en oeuvre pour sauver la vie d'un président si précieux à leurs yeux comme à ceux de Brejnev, de Carter et de Giscard d'Estaing qui ont dépensé des millions et ont dépêché leurs meilleurs médecins .

Aujourd'hui , les orphelins de Boumedienne cherchent à assurer l'héritage sans intervention des masses .

Ils observent le silence complet sur leurs agissements et ils imposent une censure rigoureuse aux médias .

Ils utilisent toutes les ficelles du régime précédent : la prétendue menace de la monarchie marocaine , le complot mené contre la révolution algérienne par l'impérialisme et la réaction intérieure, l'appel à l'unité nationale et au patriotisme en mémoire du million et demi de martyrs ....

Ils recherchent surtout l'aide matérielle de l'impérialisme et le soutien politique de Brejnev et de ses agences française et algérienne .

E'après le 3 "Monde" du 6/12/78 " En quelques jours entre le 28 Nov. et le 2 Décembre 78 , la SONATRACH a reçu à elle seule 2 milliards de dollars de prêts ( 1/3 de la valeur annuelle des exportations algériennes) . Les Banques internationales acceptent de voir la dette extérieure de l'Algérie passer de 20 à 25 % "

De leur côté , la Banque Nationale d'Alger ( BNA) , la Cie nationale algérienne de navigation ( CNAN ) .... ont reçu depuis octobre des crédits des Banques internationales portant sur " plus de 300 millions de dollars . "

Et cette aide, ils la reçoivent parce qu'ils bradent de plus en plus les richesses du pays .

C'est Bedjaoui qui déclare à Paris devant 3500 chefs d'entreprises françaises que les possibilités d'échanges entre la France et l'Algérie " recèlent des complémentarités sans précédent entre les deux économies " (Le Figaro -11.12.78 )

C'est le discours de Belguedj, Directeur des exportations de gaz de la SONATRACH exposant à Evian ( colloque du 2 au 5 octobre ) que l'Algérie entendait exporter 75 à 80 % de son gaz en Europe dont l'approvisionnement sera garanti ainsi :

" lorsqu'un pays a décidé d'exporter la moitié de sa ressource la plus importante , investit la moitié de son produit intérieur brut pour y arriver et porte le fardeau de sa dette aux limites de l'acceptable , alors la préoccupation du consommateur quant à sa sécurité paraît être pour le moins peu fondée " ( Economiste du Tiers monde -Déc78)

Par ailleurs, le CR reçoit un soutien complet du PAGS qui est passé du soutien total à Boumedienne et aux forces progressistes qui le suivaient à un soutien tout aussi total au CR.

C'est le PCF dont une délégation est venue cautionner à Alger le prise du pouvoir par le CR et attentif à l'appuyer dans toutes ses déclarations ( provocation marocaine, liens étroits entre " Hassan II " , les milieux algériens d'opposition au Maroc et la réaction intérieure ....)

#### IV- CE QUE VEULENT LES MASSES

Depuis Octobre, les Algériens ont pu mesurer le degré de servilité de leurs moyens d'information ( la presse, la radio, la télévision ) Ce n'étaient que relation de faits divers , de la propagande et après un battage sur le carroussel, des médecins étrangers à Alger , c'est aujourd'hui le matraquage sur le complot de l'impérialisme relayé par la réaction interne, cette réaction mystérieuse, si puissante lorsqu' éclate un scandale ou que s'étale l'incapacité des dirigeants (l'asphyxie du port d'Alger, les pénuries ....c'est la réaction ! ) et qui disposait lors des référendums à plus de 99 %

La première exigence qui monte des douars , des mechtas et des villages des quartiers, et des administrations, des lycées et des universités, des usines et des chantiers, de l'ensemble du pays et de l'émigration , c'est :

- Assez du bourrage de crâne et du matraquage de la propagande !
- A bas le mensonge - A bas la presse, la TV et la radio aux ordres
- liberté d'expression, d'organisation, de presse
- une information libre , pour un peuple libre !

Depuis Novembre, les Algériens ont vu que le CR , qui avait disparu en tant qu'organe de pouvoir dans la charte, ratifiée à 99% et dans la constitution , tout autant ratifiée massivement .

Les algériens savent que le référendum n'est que le moyen de consultation des dictatures et que les élections aux APC , APW , APN ont toujours été des élections truquées " à l'algérienne "

Mais quand les dirigeants actuels ne respectent pas leur propre légalité, qu'ils piétinent leurs propres lois, alors les algériens disent : Trop, c'est trop !

- l'état de fait en Algérie, ça suffit !
- Assez de l'illégitimité des décrets et des ordonnances prises par le pouvoir absolu !
- Assez de l'illégalité de ces lois dictées par la présidence et ratifiées par l'APN de béni-oui-oui
- Assez des cliques qui ont confisqué la révolution algérienne
- l'Algérie des maffias , ça suffit !

Depuis des années, les algériens assistent au pillage du pays par l'impérialisme . Ils voient depuis octobre, les dirigeants multiplier les demandes de crédits auprès des Banques internationales et recevoir une pluie de dollars qui endettent chaque jour, un peu plus le pays ( la dette extérieure s'élève à 14,7 milliards de dollars contre 12,3 milliards en 1977, d'après "jeune Afrique " du 28/12)

Ils voient que cette dépendance accrue de l'Algérie envers l'impérialisme interdit au régime bourgeois de Boumedienne de réaliser les tâches démocratiques :

- l'industrialisation véritable du pays, une réforme agraire qui donnerait la terre aux paysans et les moyens matériels et financiers pour la travailler, ce qui permettrait aux paysans de sortir de la misère, aux citadins de s'approvisionner normalement et à l'Algérie de cesser d'acheter une part croissante de ses produits alimentaires à l'étranger
- la suppression du chômage massif, de l'exode rural et de l'émigration .

Les masses disent : assez de l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme, rupture des liens de dépendance envers le Cartel pétrolier, les trusts, les Banques internationales et le FMI .

Ce que veulent les ouvriers, c'est l'abrogation de la Gestion socialiste des entreprises ( GSE ) corporatiste et du statut du travailleur, de la prolongation de la durée du travail et de l'exploitation capitaliste, des conditions de travail et des salaires décents, la liberté de se rassembler et de discuter dans une organisation syndicale indépendante du FLN et de l'Etat, une UGTA d'où seraient exclus les bureaucrates désignés par le pouvoir .

- Elections libres de tous les responsables de l'UGTA !
- Pour un Congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTA !

.../...  
Ce que veulent la jeunesse, les chômeurs et les immigrés, les femmes, ce que veulent les masses, c'est le droit au travail, l'ensemble des libertés démocratiques du travail pour tous en Algérie, une véritable formation professionnelle et une scolarité gratuite, la fin de la sélection dans le secondaire et à l'université, des débouchés pour tous les diplômés.

Ce que veulent les masses, c'est s'informer librement, s'organiser librement, décider de leur avenir et de celui de leurs enfants c'est à dire la CONSTITUANTE SOUVERAINE.

C'est dans ce combat que s'inscrit TRIBUNE Algérienne depuis sa création en 1974 - C'est dans ce combat que ses militants, lecteurs et amis se retrouvent avec des militants de toute tendance et de toute opinion qui veulent les libertés démocratiques, qui veulent que les masses prennent en main leur destin, qui veulent l'assemblée constituante souveraine en Algérie.

Tribune algérienne combat résolument contre ceux qui veulent perpétuer le régime de Boumedienne, ceux qui le soutiennent avec des milliards de dollars ou ceux qui comme le PCF-PAGS lui apportent une caution, de "gauche", d' "anti-impérialiste"

Les deux lignes politiques sont bien définies

Les deux camps sont bien délimités

Ceux qui veulent continuer le régime de Boumedienne, le régime de l'exploitation capitaliste, de l'inflation, du chômage et de l'arbitraire et de la répression

Ceux qui combattent avec les masses pour toutes les libertés démocratiques, pour la Constituante Souveraine, ceux qui avec "Tribune algérienne" ont déjà donné un cadre d'organisation aux couches plus larges; les comités pour la constituante souveraine

En Avant pour le développement et l'élargissement de ces comités !

En Avant pour l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE -

M.A.

20/12/78

//E COMBAT DE TRIBUNE

Depuis son premier numéro en 1974, Tribune algérienne n'a pas cessé non seulement d'être la tribune du peuple algérien, en lutte contre l'arbitraire et la dictature militaro-policière et qui inlassablement a cherché à se défendre, et cherche les moyens les meilleurs pour résister, mais surtout Tribune a tenté d'organiser dans tous les secteurs de la vie quotidienne, en Algérie et dans l'émigration, les militants, les jeunes, les travailleurs, qui veulent combattre effectivement pour toutes les libertés, pour toutes les revendications matérielles, pour la terre aux paysans, pour la dignité, le droit et la liberté, pour que les paysans pauvres, le peuple travailleur, la jeunesse discutent et décident de leur propre avenir, souverainement pour la constituante souveraine, pour expulser l'impérialisme pilleur.

Dans le peuple, au sein de la classe ouvrière des villes et des campagnes au sein de la paysannerie pauvre et sans terre, au sein de la jeunesse TRIBUNE n'a cessé de dénoncer le régime des colonels, d'exprimer les revendications, d'organiser les militants jeunes, femmes. Chez les étudiants, chez les enseignants, chez les travailleurs dans les usines, comme à l'UGTA, Tribune s'est fait le porte parole des combattants.

CONTRE la vie chère, CONTRE l'austérité, Tribune a revendiqué des salaires décentes, une augmentation substantielle et massive des salaires, une échelle mobile des salaires, des conditions de vie et de travail permettant aux travailleurs d'être protégés et leur santé préservée.

CONTRE tout blocage des salaires, contre tout salaire lié à la production ou à la productivité, parce que cette méthode scélérate définie par la GSE permet aux patrons, aux PDG, et donc à l'Etat de reporter sur le dos des ouvriers, le gaspillage, le vol, la gabegie, l'irresponsabilité des colonels, les conséquences de la soumission à l'impérialisme TRIBUNE inlassablement a combattu.

TRIBUNE a été partie prenante du combat des travailleurs de la SONATRACH et de SONELGAZ qui avaient refusé l'augmentation des heures de travail et le passage de la semaine de travail de 40 à 44 heures. TRIBUNE a dénoncé et continué de dénoncer avec les travailleurs, la "gestion socialiste des entreprises" charte corporatiste, permettant à l'Etat-exploiteur, qui veut faire participer les travailleurs à leur propre exploitation, aux patrons, PDG, présentés comme des travailleurs de faire accepter aux ouvriers les plans de misère, les sacrifices imposés par l'Etat des colonels.

Seul TRIBUNE a clairement exprimé le combat des travailleurs de la SNS KOUEA qui ont balayé justement le PDG, les dirigeants du FLN et ont refusé de reconnaître "l'assemblée des travailleurs" et ont également obligé les dirigeants de l'UGTA à jouer leur rôle de représentants des travailleurs.

TRIBUNE dénonce le "Statut du travailleur" machine de guerre contre les travailleurs et leurs enfants. TRIBUNE dit "A DAS CE STATUT !"

Ce statut qui en disant la semaine de travail ne doit pas dépasser 52 heures, donne en fait au PDG le pouvoir d'allonger encore la semaine de travail...jusqu'à 52 heures !

Ce statut qui donne aux patrons, et à l'Etat le pouvoir illimité de licencié massivement les travailleurs !

Ce statut qui supprime les allocations familiales, sous couvert d'un fond national de l'enfance

Ce statut qui lie le travail, le salaire à la production et à la productivité, aux besoins et plans de l'entreprise déterminés par les PDG et l'ETAT.

.../...

. A BAS ce statut des travailleurs parce qu'il exprime concrètement l'austérité que le régime a imposé . GSE , "statut du travailleur" sont les deux faces d'une même médaille : faire trimer les travailleurs.

TRIBUNE a été en première ligne, pour que l'UGTA assume son rôle de syndicat défendant les intérêts matériels et moraux des travailleurs, contre l'Etat exploiteur . Contre les soi-disant élus, les militants ouvriers de Tribune ont combattu contre l'assujettissement et l'intégration de l'UGTA dans la GSE .

POUR un CONGRES extraordinaire et démocratique, c'est le combat engagé par TRIBUNE et ses militants

C'est le combat pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière, par rapport à l'Etat

C'est le combat engagé depuis des années par des militants qui quotidiennement expriment les revendications légitimes de la classe ouvrière qui elle ne se reconnaît pas ce congrès , ce Vème congrès dirigé par YAHIAOUI -BOUMEDIENNE-leurs ministres- et tous leurs agents du FLN

CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DEMOCRATIQUE ..c'est le combat pour une UGTA indépendante, unique, démocratique et combattante, organisation élémentaire des travailleurs, elle va dans le sens de l'organisation du prolétariat en tant que classe.

TRIBUNE s'est fait le dénonciateur de la répression qui frappe les étudiants, les jeunes, les militants ouvriers, les syndicalistes, les jeunes appelés au service militaire .

TRIBUNE est du côté des syndicalistes qui se sont retrouvés emprisonnés à El-Harrach, après avoir subi les sévices de la police .

Il est du côté de ces jeunes étudiants qui pour avoir voulu écrire et dire librement ce qu'ils pensaient se sont retrouvés dans les locaux de la police et ont été envoyés ensuite à El-Harrach .

Il est du côté de ceux qui par dizaines et par centaines travailleurs, jeunes, ont transité par les locaux secrets de la Sécurité militaire, et qui ont subi la torture .

TRIBUNE est le seul journal à avoir dénoncé systématiquement l'attaque du régime des colonels contre les petits commerçants, les petits artisans, leurs boutiques fermées , ils ont été emprisonnés, fichés des listes de centaines de personnes ont été publiées par El-Moudjahid, la voix de son maître .

Des milliers de jeunes soldats appelés croupissent dans les geôles des colonels .

CONTRE la répression, CONTRE la dictature, CONTRE le régime de l'arbitraire TRIBUNE est né et avec ses militants TRIBUNE continue de combattre

TRIBUNE est pour la libération de tous les emprisonnés politiques pour la libération de BEN BELLA

TRIBUNE depuis sa parution a toujours été partie prenante dans le combat que mènent les travailleurs pour la défense de leurs conquêtes sociales en particulier la sécurité sociale, les mutuelles, contre la main mise du pouvoir, contre la saisie de dizaines de milliards de centimes par l'Etat des colonels, pour la gestion, le contrôle de toutes ces fondations par les travailleurs eux-mêmes et les syndicalistes élus des travailleurs .

TRIBUNE a été le seul à défendre les enseignants stagiaires de l'institut technologiques de l'Education (ITE) de Bouzaréah qui s'étaient mis en grève élu un comité de grève qui a été reçu par le secrétaire général du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire . Tribune est de leur côté et contre ce bureaucrate véreux , Inspecteur d'Académie Damerdji qui sans aucune pudeur a osé insulté et agressé ces enseignants .

OUI, TRIBUNE exprime les revendications des enseignants

CONTRE le saccage de l'enseignement organisé par le pouvoir  
CONTRE la destruction de l'enseignement technique  
CONTRE la liquidation de l'E.P à l'école, au collège, au lycée  
CONTRE la mise à la rue de centaines de milliers de jeunes de 11 à 15  
CONTRE les échecs passifs programmés aux différents examens par les agents du régime ( au niveau du Bac 87% d'échec sur 65000 candidats  
CONTRE L'enseignement religieux à l'école

OUI TRIBUNE est pour la laïcité de l'Etat, il ne peut avoir de religion d'Etat. La foi est affaire individuelle, privée .  
L'Etat ne peut intervenir dans la religion, comme il ne peut imposer l'enseignement religieux à l'école.

Séparation de la religion et de l'Etat .

TRIBUNE est pour le libre développement de la langue berbère

TRIBUNE Algérienne , pour la CONSTITUANTE SOUVERAINE est du côté des paysans pauvres qui représentent la grande partie du peuple algérien travailleur

POUR la terre aux paysans, pour la libre organisation des paysans pour la libre commercialisation de leurs produits, pour l'aide systématique et sans intérêt en engrais, en matériel et en capital pour la suppression des dettes contractées envers le régime des colons :

Combattant pour la liberté, le droit de disposer de soi-même, TRIBUNE s'est engagé résolument dans la bataille pour que Dalila puisse vivre libre et digne. Kidnappée par ZEGGHAR, homme de mains et d'affaires de Boumedienne, Dalila Maschino, s'est retrouvée sequestrée à El-Eulma, puis à Alger . TRIBUNE a été à l'avant garde de ce combat mené, dans la tradition ouvrière et démocratique .

Avec des centaines de jeunes, de femmes, de militants TRIBUNE est pour l'égalité de droits , TRIBUNE a dénoncé vigoureusement l'assassinat de SEBAI Laïd à PARIS et a fait appel au mouvement ouvrier et démocratique pour qu'un il impose le châtime des assassins.

TRIBUNE au sein des étudiants combat pour une organisation indépendante et démocratique des étudiants eux-mêmes . En effet, les combats des étudiants, les comités de grève élus ouvrent la voie à l'organisation syndicale , démocratique et indépendante des étudiants .

Contre le régime militaro-policier qui a dissout arbitrairement l'UNEA en 1971 , les étudiants combattent, Contre la réforme de BENYAHIA , réforme dictée par l'impérialisme, les étudiants se mobilisent et se dirigent vers l'organisation. Sur ce terrain c'est le même combat que celui de la classe ouvrière .

TRIBUNE ALGERIENNE lutte pour la rupture des liens de subordination avec l'impérialisme et se déclare pour le non paiement de la dette extérieure .

L'impérialisme a suffisamment pillé le peuple algérien  
HALTE à ce pillage



MEETING A LA FAC. CENTRALE D'ALGER, LES ETUDIANTS COMBATTENT  
POUR LEURS REVENDICATIONS, POUR LEUR ORGANISATION

\*  
Le dimanche 17 Décembre 1978, s'est tenu un meeting de protestation contre les pseudo-élections qui se sont déroulées dans les différents instituts et facultés.

Tous les orateurs ont dénoncé les assemblées dirigées par les responsables des comités de volontariat, staliniens du PAGS, "qui ont roulé les étudiants", "qui ont fait leur cuisine entre eux" et qui ont exclu les étudiants qui posaient leurs propres revendications.

Un orateur s'est élevé contre la division propagée par les dirigeants des CVRA, entre étudiants arabophones et francophones. Il a expliqué que c'est le venin pour que les étudiants se déchirent entre eux. Applaudi, il a conclu en expliquant la nécessité de l'organisation étudiante dirigée par les étudiants eux-mêmes.

Un autre étudiant a appelé à la démocratie et a crié pour que les étudiants s'expriment librement en vue de s'organiser démocratiquement et arracher leurs revendications propres.

Tous les orateurs se sont déclarés pour le socialisme, pour la démocratie.

Il est un fait que l'UNJA n'est pas l'organisation de la jeunesse algérienne, ni des étudiants. D'ailleurs selon la presse officielle où les chiffres sont gonflés démesurément 3000 étudiants ont participé aux différentes assemblées générales...alors qu'il y a 25 à 30 000 étudiants à Alger.

Les étudiants dans leur "totalité" sont confrontés à d'énormes problèmes: pas de livres, pas de documentation en arabe dans les bibliothèques, pas de personnel d'encadrement compétent, pas de transport, pas de logement, pas de débouchés à la fin des études.

Les étudiants ont en assez !

Leur colère s'est exprimée ouvertement, quoique disent le pouvoir et les CVRA.

La majorité des étudiants, veut s'organiser. Les étudiants combattent pour créer l'organisation syndicale indépendante des étudiants.

\*  
Le MEETING d'ALGER n'est que le début.

\*  
KHEDIDJA

GREVE DE LA SONACOME A CONSTANTINE

LA CLASSE OUVRIERE COMBAT

Un militant ouvrier écrit :

"Toutes les grèves qui ont eut lieu en Algérie n'ont jamais été révélées officiellement dans le quotidien national "El-Moudjahid" et dans " Révolution et travail" organe de l'UGTA . Malgré ce manque d'informations sur la lutte des travailleurs algériens, les événements qui ont eût lieu à la sonacome de Constantine ( Août 78) ont montré que les travailleurs non seulement sont au courant des manifestations (grèves) et des interventions du pouvoir , mais savent en tenir compte dans leur lutte.

Ceci a été prouvé de manière flagrante chez les travailleurs de la SONACOME . En effet, au courant du mois d' Août 78 ; la direction de la SONACOME a imposé aux travailleurs une grille des salaires qui était totalement au désavantage des aspirations salariales des travailleurs ( le travailleur qui était classé comme ouvrier spécialisé (ancienne grille) se retrouve comme ouvrier simple (nouvelle grille) . Ces derniers se sont vus démunis de leurs grades et par voie de conséquence leurs salaires diminués . Dans cette unité qui doit regrouper 600 ouvriers environ une grève se déclencha en réponse à cette grille .

Le Wali et le Commissaire du Parti sont venus successivement parler aux travailleurs grévistes, le Wali demanda aux travailleurs grévistes de reprendre le travail en leur promettant d'arranger leur situation . Les travailleurs lui répondirent : "au lieu de t'occuper de nos problèmes occupes-toi des rues pourries de Constantine et du manque d'eau continuel de Constantine " .

Ensuite ce fut le tour du commissaire du parti qui leur promit également de régler leurs problèmes . Les travailleurs lui répondirent : Avec la crise du logement qu'il y a tu devrais répartir tes 3 ou 4 villas au peuple" .

A ce moment là, le Directeur d'unité prend la fuite vers Alger. Devant cette réaction des travailleurs les autorités leur envoyèrent la gendarmerie pour les sonner de reprendre leur travail, les travailleurs refusent de reprendre le travail en leur disant il faut que Boumedienne vienne; c'est alors que les gendarmes les chargèrent avec des barres de fer . Les travailleurs quittent l'entreprise. Les gendarmes sont allés à leurs domiciles avec armes pour les ramener de force au travail . Devant cette réaction de la gendarmerie, les travailleurs prenaient leurs familles et allaient passer la journée à la plage de Skikda ( à une centaine de Kms de Constantine) ou ailleurs pour éviter les gendarmes. Ce manège a duré une semaine environ, la direction licencia ceux qu'elle soupçonnait être les meneurs et les membres du comité de grève. Peu de temps après, au cours d'une assemblée générale de l'UGTA, un travailleur appuyé par l'ensemble de l'assemblée demanda et proposa une motion pour la réintégration immédiate des licenciés de la SONACOME, cette motion a été acceptée massivement et à l'unanimité."

- CONTRE cette nouvelle grille des salaires
- CONTRE les licenciements
- POUR une augmentation massive des salaires
- POUR une U G T A au service des travailleurs .

POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE DALILA MASCHINO

Le 10 octobre 1978, Maître Zavriant, avocat de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, rendait public le rapport sur l'enquête qu'il a effectué en Algérie sur le sort de Dalila Maschino, kidnappée à Montréal, et sequestré depuis à EL-EULMA (Algérie). Ce rapport (i) confirme les conclusions de l'enquête menée par les autorités canadiennes. Il y a eu violation des droits de l'homme, des droits internationaux, des droits et liberté fondamentaux. Bien plus, le rapport de Maître Zavriant conclue, contrairement aux affirmations du gouvernement algérien, qu'il ne s'agit pas d'une affaire privée et que tout au contraire, le gouvernement et le régime algérien sont responsables de la sequestration de Dalila. Le rapport de la Fédération Internationale se termine par la conclusion suivante :

- le gouvernement algérien doit intervenir pour mettre fin à cette séquestration car autrement "il serait démontré que la volonté d'un homme bien introduit (Zéghar, N.D.L.R.) pourrait permettre de faire fi des règles les plus élémentaires du droit et du respect de la personne humaine".

Les choses sont dès lors claires : LE GOUVERNEMENT ALGERIEN EST RESPONSABLE !

Dalila Maschino doit recouvrir immédiatement sa liberté et sa dignité !

Le 20 octobre 1978 une assemblée générale de signataires de la pétition "Pour une commission d'enquête" aboutissent à la même conclusion et mettait en place un collectif pour la libération de Dalila Maschino rassemblant d'une façon représentative le mouvement ouvrier et démocratique.

Organisations, militants et responsables syndicaux vont faire leur cette conclusion. Télégrammes ont afflués à l'Ambassade d'Algérie pour faire part de cette exigence. Une délégation de personnalités du mouvement ouvrier et démocratique s'est rendue à l'ambassade d'Algérie le mardi 7 novembre pour y déposer une lettre. Elle a trouvé porte close! La démonstration n'est plus à faire .

Le gouvernement algérien protège le gangster Zéghar!

Dès lors: Quelle solution? Quelle action entreprendre ?

-Pour certains, DALILA MASCHINO est une bourgeoise (la preuve: son frère est multimilliardaire)... C'est donc une affaire qui ne concerne pas les "révolutionnaires" algériens! SANS COMMENTAIRE!

-Pour d'autres enfin, la campagne pour la libération de Dalila ne peut être menée que par les seuls algériens, pire, par les seules algériennes !

Un point commun à tous ces arguments : "Laissons Dalila croupir dans sa maison prison" !

Les militants de "Tribune Algérienne" qui, dès le premier jour, se sont trouvés au premier rang de la campagne pour la libération de Dalila disent :

- L'unité pour la libération de Dalila Maschino doit se réaliser !
- Le mouvement ouvrier et démocratique peut arracher Dalila à sa prison !

POUR LA LIBERATION DE DALILA MASCHINO - 14 -

La libération de Dalila Maschino ouvre la voie concrète du combat pour les libertés démocratiques fondamentales et les droits de la femme algérienne.

C'est pour cela qu'il soutiennent sans réserve le Collectif pour la libération de Dalila Maschino, et toute les formes d'organisation et d'action, de part le monde, se mobilisent pour la :

- LIBERATION DE DALILA !

Brahim

- Dernière minute - Le 1er décembre 4 journalistes suédois se sont rendus à EL-EULMA pour faire une enquête sur le sort de Dalila. Leur visa a été légalement délivré à l'Ambassade d'Algérie à Stockholm. Après quelques heures d'enquête parmi la population d'EL-EULMA, ils ont été "arrêtés" par quatre hommes armés. Les quatre individus sont des hommes de main de Zéghar. Ramenés à Alger ils ont été interrogés pendant 20 heures au quartier général de la police à Alger et accusés d'espionnage et jetés dans le premier avion ! Le gouvernement Suédois a élevé une protestation officielle ! on communiqué de l'A.F.P. du 7.12.78 précise ces faits.

Une nouvelle démonstration que le gouvernement algérien protège Zéghar et des hommes !

(1) Documents, renseignements, prises de positions :  
Madame David, 32 rue de Joinville 75019 Paris

Les militants de "Liberté Algérienne" ont, dès le premier jour, se sont trouvés au premier rang de la lutte pour la libération de Dalila Maschino. L'unité pour la libération de Dalila Maschino doit se réaliser !

POUR LA LIBERATION DE DALILA MASCHINO !

Voici plus de six mois que Madame Dalila MASCHINO, légalement mariée en France, a été purement et simplement kidnappée, à Montréal, par son frère Messaoud Zeghar, haut dignitaire du régime algérien.

"Il est clair que le ministre Québécois de la Justice a prouvé qu'il y avait eu crime, nous en demandons réparation" a déclaré à ce propos M. TRUDEAU, Premier ministre du Canada. Celui qui a enlevé Dalila MASCHINO l'a conduite en Algérie. Il apparait à l'évidence qu'elle y est, depuis, sequestrée. Et, ne serait-ce que pour cette raison là, l'affaire" Dalila MASCHINO ne peut-être considérée comme une affaire privée et engage la responsabilité du gouvernement algérien.

Nous ne pouvons accepter cette situation. Car autrement, comme l'écrit Maître ZAVRIAN, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, à l'issue de la mission qu'il a effectuée sur cette affaire en Algérie : "Il serait démontré que la volonté d'un homme, bien introduit auprès du pouvoir, pourrait permettre de faire fi des règles les plus élémentaires du droit et du respect de la personne humaine!"

Nous situant hors de toute politique partisane, nous nous faisons les interprètes d'un nombre croissant de démocrates qui se mobilisent pour que Dalila MASCHINO puisse, en toute liberté, exercer son choix personnel. L'ambassadeur d'Algérie en France ayant refusé de nous recevoir, nous nous adressons au gouvernement algérien pour dire :

LA SEQUESTRATION INIQUE QUI SE PERPETUE SUR LE TERRITOIRE  
ALGERIEN DOIT CESSER !

DALILA MASCHINO DOIT RECOURIR IMMEDIATEMENT SA LIBERTE  
ET SA DIGNITE

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui sont attachés aux droits les plus élémentaires, à la dignité de la personne humaine à s'associer à ce combat en signant et en faisant signer cet appel et à adresser des télégrammes exigeant la libération immédiate de Dalila MASCHINO, à l'ambassadeur d'Algérie en France (18 rue Hamelin PARIS 16e)

Laurent SCHWARTZ, Michel BROUE, N. JANKELEVITCH, Yves TERNON, J.J. MARIE, Yves DECHEZELLES, Maître DAVID-LAMBERT, HANSEN, L.P. LETONTURIER, M. FERON, P. DIDIER, P. PLANTAGENET, J. MINCES, P. HOFFMANN, M.F. DAVID, A.M. BONNET, M. HEBERLE

N.B. La Fédération de l'Education Nationale, la C.G.T.-F.O., l'U.N.E.F. (Unité syndicale) ont déjà pris position en ce sens.

NOM	PRENOM	PROFESSION	ENTREPRISE	SIGNATURE	SOUTIEN FINANCIER

Voici plus de dix ans que Madame Dalila MASCHINO, légalement mariée en France, a été purement et simplement kidnappée, à Montréal, par son frère Messaoud Zehar, haut dignitaire du régime algérien.

"Il est clair que le ministre québécois de la Justice a prouvé qu'il y avait eu crime, nous en demandons réparation" a déclaré à ce propos M. TRUDEAU, Premier ministre du Canada. Celui-ci a enlevé Dalila MASCHINO l'a conduite en Algérie. Il apparaît à l'évidence qu'elle y est, depuis, séquestrée. Et, ne serait-ce que pour cette raison là, l'affaire" Dalila MASCHINO ne peut-être considérée comme une affaire privée et engage la responsabilité du gouvernement algérien.

Nous ne pouvons accepter cette situation. Car autrement, comme l'écrit Maître ZAVRIAN, de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, à l'issue de la mission qu'il a effectuée sur cette affaire en Algérie : "Il serait démontré que la volonté d'un homme, bien que dans certains cas, pourrait permettre de faire fi des règles les plus élémentaires du droit et du respect de la personne humaine".

Nous situant hors de toute politique partisane, nous nous faisons les interprètes d'un nombre croissant de démocrates qui se mobilisent pour que Dalila MASCHINO puisse, en toute liberté, retrouver son choix personnel. L'ambassadeur d'Algérie en France ayant refusé de nous recevoir, nous nous adressons au gouvernement algérien pour dire :

LA SECURISATION INDIVIDUELLE QUI SE PREPARE SUR LE TERRITOIRE ALGERIEN DOIT CESSER !

DALILA MASCHINO DOIT RECOURIR IMMEDIATEMENT SA LIBERTE ET SA DIGNITE

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui sont attachés aux droits les plus élémentaires, à la dignité de la personne humaine à adresser des télégrammes exprimant la libération de Dalila MASCHINO, à l'adresse : **SIGNEZ ET FAITES SIGNER MASSIVEMENT CET APPEL ! ENVOYEZ NOUS VOTRE SOUTIEN FINANCIER !**

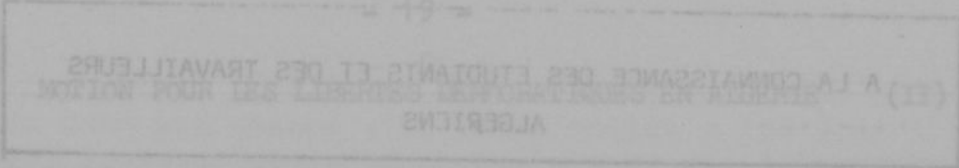
CETTE ACTIVITE EST FINANCEE PAR LES SEULS SIGNATAIRES

Correspondance : Collectif pour la libération de Dalila MASCHINO

- Mme DAVID, 32 rue de Joinville 75019 PARIS -Crédit Lyonnais Agence JH 690  
 Compte n° 40 549 F

- Michel BROUE, 9 rue Brézia 75014 PARIS

25 Novembre 1978



LES ETUDIANTS ALGERIENS SE MOBILISENT MASSIVEMENT POUR :

- La constituante souveraine !
- Les libertés démocratiques !

En quinze jours deux réunions importantes regroupant des centaines d'étudiants algériens se sont tenues à la faculté de Vincennes.

Le jeudi 7 décembre ce sont 150 à 200 étudiants qui débattent librement, démocratiquement de la situation politique et des perspectives à ouvrir pour que le peuple algérien puisse décider. 70 d'entre-eux votent à la fin de la réunion de la résolution (I). Il faut noter que les étudiants du P.R.S. présents ne prennent pas part au vote.

Le mardi 19 décembre, c'est plus de 250 étudiants qui se réunissent à nouveau en assemblée générale. 110 d'entre-eux votent la résolution (II). Les étudiants et militants de Tribune votent la résolution proposée. C'est parce que la résolution (II) propose une perspective du combat et des rassemblements pour les libertés démocratiques fondamentales, d'un syndicat étudiant indépendant et démocratique que les militants de "Tribune" ont voté cette résolution.

Tribune Algérienne qui combat depuis sa création (1974) sur ces perspectives soutient sans réserve ni préalable toute action qui va dans le sens de la conquête des libertés. Ses militants seront comme ils l'ont toujours été, au premier rang de ce combat.

Brahim

A LA CONNAISSANCE DES ETUDIANTS ET DES TRAVAILLEURS  
ALGERIENS

(I)

Le jeudi 7 décembre, s'est tenue à Vincennes une réunion-débat.

A l'issue d'une discussion démocratique, 70 étudiants algériens ont voté la résolution suivante qu'ils ont décidé de porter à la connaissance des étudiants et des travailleurs algériens.

- Pour les libertés d'expression et d'organisation
- Pour la libération de tous les emprisonnés politiques et le libre retour de tous les exilés politiques.
- Pour une égalité des femmes et des hommes
- Pour la satisfaction de toutes les revendications des masses
- Pour l'augmentation immédiate des salaires des travailleurs des villes et des campagnes. Pour les 40 heures.
- Pour l'INDEPENDANCE SYNDICALE par rapport à l'Etat et au FLN.
- Pour un syndicat étudiant indépendant et démocratique
- Pour un parti ouvrier
- Pour la rupture de l'Algérie avec l'impérialisme
- Pour la CONSTITUANTE ALGERIENNE SOUVERAINE.

Les étudiants algériens de Vincennes, réunis le 7 décembre 1978, disent :

- Oui, LE PEUPLE ALGERIEN DOIT DECIDER !
- saluent et soutiennent le combat des étudiants et des travailleurs algériens pour toutes leurs revendications.
- appellent tous ceux qui combattent sur ces mots d'ordre à unir leurs forces.
- décident de porter cette motion à la connaissance des étudiants et des travailleurs algériens, en France et en Algérie.
- décident de se CONSTITUER EN COMITE POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE.

Etudiants algériens,

- Il y a ceux qui, comme les étudiants de Vincennes, vous appellent à vous ranger du côté du peuple travailleur et de l'immense majorité du peuple algérien
- et ceux qui se rangent derrière l'appareil d'Etat bourgeois et les fossoyeurs de la révolution algérienne.

1. On peut contacter le comité de Vincennes pour la Constituante souveraine tous les mercredi entre 12 heures et 14 heures à la faculté de Vincennes, grande cafeteria .

25 novembre 1978

MOTION POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN ALGERIE (II)

Nous, étudiants algériens, réunis en Assemblée Générale, mardi 19 décembre 1978 à Paris,

- considérant que depuis 16 ans d'indépendance, notre pays n'a connu à aucun moment de régime démocratique représentatif des masses populaires et garantissant les libertés fondamentales.
- considérant que la disparition de Boumédiène crée une situation nouvelle qui peut favoriser une large mobilisation populaire en vue d'imposer de nouvelles institutions et d'arracher les libertés démocratiques.
- considérant que cette issue est la seule qui puisse empêcher la guerre des clans, les affrontements sanglants et les ingérences étrangères en restituant la souveraineté aux masses populaires.

EXIGEONS :

- La fin du régime dictatorial en Algérie
- L'établissement des libertés fondamentales
  - Libertés d'expression, de publication, de conscience, d'opinion dans tous les domaines..
  - Reconnaissance sans limite de la liberté syndicale et du droit de grève.
  - liberté de réunion, d'association et de Constitution de partis politiques.
- L'instauration d'un régime dont la légitimité tire sa source non des mitraillettes mais du suffrage populaire à travers des élections libres à une Assemblée Nationale Constituante.
- La réorientation de l'économie dans le sens des masses populaires et la résolution de leurs problèmes quotidiens.
- La défense de l'indépendance Nationale et de l'intégrité territoriale du pays.

APPELONS les étudiants algériens au pays et à l'étranger à se mobiliser sur la base d'une plate-forme d'action dont le but sera:

- 1° Isoler les représentants de l'UNJA, des CVU en boycottant leurs activités : Volontariat, Congrès UNJA, AG convoquées par eux etc...
  - 2° Réclamer la liberté d'organisation. Oeuvrer pratiquement à la création d'un syndicat autonome des étudiants par la mise en place de comités de base dans les instituts, cités universitaires, Facultés etc...
  - 3° Réaliser la jonction avec d'autres forces populaires et plus particulièrement les ouvriers (en Algérie et dans l'émigration) les paysans, les chômeurs, les femmes, les lycéens, les jeunes dans les quartiers.
-

La motion a été votée par 110 étudiants à l'issue d'un débat démocratique.  
Après le vote les adhésifs suivants ont été proposés :

- Libération de tous les prisonniers politiques et libre retour de tous les exilés politiques.
- Dissolution de la police politique, de la sécurité militaire, des polices parallèles, destruction des fichiers et archives de ces polices
- Indépendance syndicale par rapport à l'Etat et au FLN
- Rupture de l'Algérie avec l'impérialisme

Un comité d'Etudiants pour les libertés démocratiques en Algérie a été créée. Il appelle tous les étudiants, en Algérie et à l'étranger à créer dans leurs universités des comités analogues.

APPELONS les étudiants algériens au pays et à l'étranger à se mobiliser sur la base d'une plate-forme d'action dont le but sera :

1° Libérer la liberté d'organisation. Ouvrir pratiquement à la création d'un syndicat autonome des étudiants par la mise en place de comités de base dans les facultés, écoles universitaires, Facultés etc...

2° Réaliser la justice avec toutes les forces populaires et plus particulièrement les ouvriers (en Algérie et dans l'émigration) les paysans, les chômeurs, les femmes, les lycéens, les jeunes dans les quartiers.

Indépendance syndicale par rapport à l'Etat et au FLN.  
Rupture de l'Algérie avec l'impérialisme

A BAS LE CHAH !!

Depuis janvier 1978, un puissant mouvement populaire de rejet de la dictature du CHAH est amorcé. Le monde entier a les yeux fixés sur l'IRAN, car tout le monde comprend ce qui est en jeu dans cette région.

Depuis près d'un an, le peuple iranien manifeste son "ras-le-bol" au régime sanguinaire du CHAH, caractérisé par la corruption, l'oppression et la répression.

Aux manifestations et aux émeutes de janvier, mai et juillet qui ont fait des milliers et des milliers de victimes froidement abattus par l'armée du despote, ce traître PAHLEVI, chien enragé, a répondu et répond encore par une répression cruelle, sanglante. Son armée et sa police, la savak, massacrent impitoyablement les masses iraniennes.

Mais le peuple iranien en a assez, il ne veut plus et ne peut plus être abusé.

Le peuple iranien est plus que jamais déterminé : A BAS LA MONARCHIE ! A BAS LE CHAH !

Le mouvement de révolte est plus que jamais amplifié : partout de la plus grosse ville à la plus petite bourgade, les masses crient leur haine au régime de l'arbitraire, au régime de la misère et des privilèges.

Dans tout l'IRAN, la situation est explosive. Partout à MACHAD comme à CHIRAZ, TABRIZ et ISPAHAN, FIAMEDAN, TEHERAN, et encore...

Ni la loi martiale et son couvre feu, ni les fusils braqués sur les foules, prêts à semer la mort, ne peuvent arrêter ce formidable mouvement des masses qui veulent en finir avec l'impérialisme et ses valets. Loin de faire taire le peuple, la réponse barbare du dictateur lui en attise la colère et le rejet.

Ce régime branlant, vomé par le peuple n'a qu'un seul recours : l'impérialisme qui l'a mis en place, et ceux qui combattent ouvertement pour son maintien.

Pour l'impérialisme l'ordre doit régner à TEHERAN, symbole de la stabilité mondiale. L'ordre doit régner pour les intérêts impérialistes et pour cause ! L'enjeu est de taille, ainsi que l'exprime le chef de l'impérialisme US : "notre activité et notre alliance avec l'IRAN est une des bases importantes dont dépend notre politique étrangère."

Ainsi tous les moyens sont bons : l'impérialisme approuve, appuie et contribue au massacre du peuple d'IRAN ! c'est clair !

Mais c'est fini !

L'IRAN ne peut plus jouer le rôle de "gendarme régional" - l'appui et l'aide des Etats bourgeois (cf. TAN°17) au monarque ainsi que la cruelle répression n'y font rien.

Le peuple ne courbe plus la tête !

L'ordre de l'Impérialisme ne peut plus être !

Et au moment même où la réaction mondiale se frotte les mains et soupire de soulagement, le mouvement reprend, aussi massif et d'une manière organisée, révolutionnaire; des milliers et des milliers de travailleurs se mettent en grève dans divers secteurs de la vie économique, bloquant l'appareil productif.

La classe ouvrière, aujourd'hui, exprime le mouvement des masses. En effet, dès le mois d'août, l'IRAN est secoué par les nombreuses grèves : à Téhéran et Ispahan, Arak, Ahvaz, Tabriz, .... Tous les secteurs de la vie économique, dont le plus lié à l'impérialisme celui du pétrole, mais aussi les banques, les fonctionnaires, les étudiants les enseignants, les cheminots et les journalistes - Tous font grève

.../...

Massivement les grévistes revendiquent :

- de meilleures conditions de travail,
- le droit à un syndicat indépendant,
- la hausse des salaires de misère

C'est une mobilisation révolutionnaire des masses contre la dictature et l'impérialisme, l'expression de la classe ouvrière, opprimée surexploitée et écrasée contre le CHAH exécré et son sanglant régime

Toutes les couches populaires se reconnaissent dans les revendications de la classe ouvrière .

Les travailleurs iraniens, drainant les masses , sont ainsi à l'avant scène du mouvement révolutionnaire, conscients de la situation politique.

Désormais, c'est l'effritement d'un régime parasite  
Désormais, c'est l'affrontement d'un appareil d'Etat décadent et de la classe ouvrière révolutionnaire .

Le régime est perdu: il agonise. Et l'impérialisme aussi : " le gouvernement militaire est à peu près la dernière carte que le CHAH ait à jouer . Il ne sait pas quoi faire ensuite et nous le savons pas non plus" ainsi s'exprime un officiel de l'administration américaine .

Dernier et ultime recours ! Rien ne peut plus sauver ce régime en décomposition car le gouvernement militaire c'est la solution des régimes en déroute.

Le régime pourri bascule ! Rien ne peut le rattraper !

Le pilier de l'ordre contre révolutionnaire bascule dans un gouffre!

A l'heure où nous écrivons, rien n'est apparemment réglé ,

c'est l'usure du régime !

c'est le blocage de l'appareil économique !

c'est la poursuite des manifestations et des grèves!

Mais, c'est une certitude, le combat acharné du peuple d'IRAN mettra un terme à cette situation !

Le combat pour les libertés, toutes les libertés est plus que jamais à l'ordre du jour !

Le combat révolutionnaire se centralise autour du mot d'ordre que le peuple iranien clame depuis septembre :

A BAS LE REGIME DE L ARBITRAIRE !

A BAS LE CHAH !

FAIZA